

Accord national interprofessionnel

RETRAITE DES SALARIÉS NON-CADRES

(Accord du 8 décembre 1961)

(15 mars 1988)

(Bulletin officiel n° 1988-11 bis)

(Etendu par arrêté du 21 juin 1988,

Journal officiel du 30 juin 1988)

AVENANT N° 102 DU 19 OCTOBRE 2007

PORTANT MODIFICATION D'ARTICLES

NOR : ASET0850205M

L'article 14 de l'accord du 8 décembre 1961 ainsi que les articles 17 et 27 de l'annexe A audit accord sont modifiés comme ci-après.

Article 14

Les 3 premiers alinéas sont inchangés.

Dans le 4^e alinéa, il est créé, après les termes « sur la base des anciens taux », un renvoi libellé comme suit :

« Par décision du conseil d'administration de l'ARRCO prise en 1991, le taux moyen est arrondi au multiple de 0,05 supérieur au taux résultant du calcul. »

Le reste de l'article est sans changement.

Article 17 (annexe A)

Le paragraphe 1^{er} est désormais libellé comme suit :

« 1. Les participants bénéficient pour chaque enfant à charge (au sens défini par la commission paritaire) à la date de la liquidation de l'allocation... ».

Le reste de l'alinéa est sans changement.

Le paragraphe 2 est désormais libellé ainsi qu'il suit :

« 2. Par ailleurs, les participants ayant élevé (au sens défini par la commission paritaire) au moins 3 enfants pendant 9 ans avant l'âge de 16 ans bénéficient d'une majoration de 5 %... ».

Le reste de l'article est sans changement.

Article 27 (annexe A)

Les 2 premiers alinéas sont inchangés.

Le 3^e alinéa est désormais libellé comme suit :

« La condition d'âge visée au 1^{er} alinéa ne s'applique pas si le conjoint a au moins 2 enfants à charge (au sens défini par la commission paritaire) à la date du décès du participant, ou s'il est invalide (au sens défini par ladite commission). »

Le reste de l'article est sans changement.

Article 29 (annexe A)

Le 1^{er} paragraphe est désormais libellé comme suit :

« Tout orphelin de père et de mère a droit à une allocation calculée sur la base de 50 % des droits du participant décédé, sans qu'il soit tenu compte des coefficients d'anticipation ou d'ajournement dont ces droits ont pu être affectés,

- s'il a moins de 21 ans ;
- ou s'il a moins de 25 ans et est à charge (au sens défini par la commission paritaire) de son dernier parent au moment du décès de celui-ci ;
- ou s'il est invalide (au sens défini par ladite commission), quel que soit son âge, à condition que l'état d'invalidité soit intervenu avant le 21^e anniversaire de l'intéressé. »

Le reste de l'article est sans changement.

Fait à Paris, le 19 octobre 2007.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

MEDEF ;
CGPME ;
UPA.

Syndicats de salariés :

CFDT ;
CFE-CGC ;
CFTC ;
CGT-FO ;
CGT.